



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

de la séance du 20 avril 2026 à 20h00, Salle du Conseil
Présidence : Mme Sophie Thury

LE CONSEIL COMMUNAL D'ETOY

- vu le préavis n° 01/2026 de la Municipalité relatif à une demande de crédit de CHF 117'000.- pour la construction d'une plateforme élévatrice pour l'aide à l'accès de l'église pour les personnes à mobilité réduite
- entendu le rapport de la Commission ad hoc et de la Commission des finances chargées d'étudier le dossier,
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour ;

DECIDE

1. d'accorder l'autorisation d'entreprendre les travaux pour la réalisation d'une plateforme élévatrice (Monte personnes) ;
2. d'allouer le crédit de CHF 117'000.- pour financer ce projet ;
3. d'autoriser à financer cette somme par les disponibilités de trésorerie courante de la Commune ;
4. d'autoriser la Municipalité à amortir ce montant selon les délais légaux.

Ainsi décidé lors de la séance du Conseil communal
du 20 avril 2026.

La Présidente
Sophie Thury

La Secrétaire
Fanny Gantin



Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de dix jours (art. 163 al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 163 al. 3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art. 163 al. 3 LEDP (art. 164 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours.